



Morbihan



Communiqué de presse de l'intersyndicale des sections SUD Trésor et CGT Trésor du Morbihan.

A l'occasion de la venue dans notre département de Mr Dominique Lamiot Directeur Général de la Comptabilité Publique, les sections SUD et CGT du Trésor tiennent à vous informer des éléments suivants :

Contexte général :

Le Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie réorganise actuellement ses services en réduisant le nombre d'unité de travail et en supprimant des emplois (En 2005 aux Impôts 976 emplois en moins et au Trésor : 657).

Ce ministère communique actuellement sur les restructurations à marche forcée de ses services en expliquant à la population et aux élus que le service sera meilleur et efficace.

Or, derrière le slogan « mettre l'usager au cœur des préoccupations du Ministère », il y a au contraire une remise en cause du service public. Les effectifs sont une variable d'ajustement budgétaire.

L'absence de véritable dialogue social n'a pas permis la prise en compte des propositions des organisations syndicales qui ont pour objectif d'améliorer le fonctionnement des services malgré plusieurs tentatives auprès des Directions Générales.

L'industrialisation du recouvrement (prélèvement à l'échéance, mensualisation), le recours à l'internet (pour les déclarations sur le revenu) se développent. Les directions en tirent argument pour nier ou minorer l'accueil dans les services du Trésor.

Car pour notre direction, l'important est d'atteindre le meilleur taux de recouvrement. Mais attention si c'est effectivement une de nos missions de service public, nous sommes aussi attachés aux conditions dans laquelle elle s'exerce. D'une manière générale, l'impôt est perçu comme compliqué » et fait peur aux citoyens. Les personnels des Impôts et du Trésor sont là pour être à l'écoute et expliquer. Nous constatons que l'accueil est une fonction importante de notre mission. Nous sommes là pour être accessibles et proches de chaque citoyen, et plus particulièrement pour la partie de la population plus en difficulté : personnes âgées, travailleurs précaires et tous ceux qui ont pu avoir des difficultés passagères (chômage, surendettement ou tout simplement résidant dans une zone pas ou mal desservie par les transports en commun).

Une fusion des services du Trésor Public et des Services fiscaux a été programmée à grand renfort d'annonces médiatiques il y a déjà un mois. Depuis c'est le flou intégral. Cette attitude renforce les inquiétudes des agents travaillant dans ces deux secteurs sur des thèmes aussi importants que : la reconnaissance des efforts, les rémunérations, les règles de gestion et les conditions de vie au travail.

Au final, le principal but de cette réforme est bien de supprimer le plus d'emplois possibles et de diminuer la place et le rôle de l'état dans la société.

Le dogme de la réduction des dépenses conduit à spécialiser ; regrouper, concentrer des missions et des services du ministère pour mieux les abandonner au secteur privé. Quel en sera le coût réel pour l'usager ?

Contexte local :

Mission a été donnée au Trésorier Payeur Général de restructurer le réseau du trésor Public. Depuis quelques années on assiste à la disparition programmée des petits postes comptables du département : Rochefort en Terre, Muzillac et la Trinité-Porhoët et à venir : Le Faouët ; Josselin et Allaire. Ces suppressions de guichets ne répondent pas aux demandes des usagers qui veulent conserver un service public de proximité en zone rurale, garant de l'égalité de traitement des citoyens.

Sur les 34 implantations qui existaient dans ce département, il ne restera après application de cette réforme que cinq sites pour recevoir les usagers : Vannes ; Auray, Lorient, Pontivy et Ploërmel.

Pour les usager institutionnels ou particuliers, c'est la disparition programmée de la Trésorerie cantonale qui non seulement collectait l'impôt mais gérait également le budget des communes et offrait bien d'autres services et conseils .La présence de l'état au sein des territoires ne peut se résumer à l'installation de bornes électroniques, à l'utilisation aléatoire d'internet et à l'instauration de permanences dans les mairies.

La déshumanisation est-elle un progrès ?

Dans une société où l'exclusion et la précarité explosent, les services publics devraient plus que jamais être des outils privilégiés de redistribution des richesses et de réduction des inégalités.